

PRÉSIDENCE  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

---

ALLOCUTION DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**Saint-Pierre (Réunion) – Mardi 19 janvier 2010**

Mesdames les ministres,  
Chère Marie-Luce,  
Chère Chantal,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Monsieur le président,  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Et si vous me le permettez, chers amis,

C'est la première fois, depuis que j'ai été élu Chef de l'Etat, que je reviens sur l'île de La Réunion.

Il existe une relation particulière entre nous. J'ai tout de suite aimé cette terre de pionniers, qui mêle les cultures pour en faire une richesse, où chacun respecte l'autre, où diversité rime avec unité. La Réunion réalise par son métissage la belle promesse de la République : l'important n'est pas d'où l'on vient, mais bien ce qu'on veut faire ensemble, les valeurs que l'on a en partage. Je sais à quel point ici, à La Réunion, on est fier de la République, attaché à ses principes et à ses lois. La Réunion, c'est aussi une terre d'entrepreneurs et de créateurs. La Réunion symbolise la réussite économique de nos Outre-mer et démontre qu'il n'y a pas de fatalité : le développement économique, la diversification des activités, l'innovation et la création de richesses, tout cela est possible Outre-mer. La Réunion illustre aussi de façon exemplaire que la croissance et le développement sont compatibles avec des rapports plus équilibrés et plus harmonieux entre l'Homme et la nature. Je refuse le choix que certains voudraient vous imposer entre la croissance et le respect de l'environnement. Parce que si on demande à nos concitoyens de faire le choix entre d'un côté la croissance et la dégradation de l'environnement, et de l'autre le respect de l'environnement et le refus de la croissance, alors tout choix sera impossible à faire. Le choix que nous faisons, il est très clairement de tourner le dos à la décroissance. Il y a trop de misère, notamment ici à La Réunion. Il y a trop de pauvreté pour qu'on se permette de choisir le refus de la croissance. Mais en même temps cette nature extraordinaire qui est la vôtre, on doit la préserver et c'est pourquoi le choix que fait le gouvernement, c'est le choix du développement durable, de la croissance dans le respect de l'environnement. Nous voulons les deux.

J'aurai l'occasion dans quelques heures de parler de la Réunion à l'ensemble des ultramarins. Mais je voudrais profiter, Monsieur le maire, de ce moment entre nous pour partager une conviction forte de ma politique que je souhaite pour l'Outre-mer.

L'Outre-mer et singulièrement La Réunion, ne peut pas viser un simple rattrapage économique par rapport à la métropole. C'est une stratégie défensive. La Réunion a les moyens de voir plus haut et plus loin. La Réunion a les moyens de trouver des domaines d'excellence où elle serait en avance sur la métropole. C'est le niveau d'ambition qu'il convient d'avoir. On ne met pas une société en mouvement en visant la moyenne. On met une société en mouvement en ayant l'excellence pour ambition.

C'est exactement la démarche qui a inspiré le projet GERRI et c'est pour cela que j'ai tenu à être ici aujourd'hui.

En matière d'énergies renouvelables et de réduction des émissions, la Réunion va montrer le chemin et c'est la Réunion qui va devenir une référence en France et une référence dans le monde dans cette partie de l'océan indien. Vous allez démontrer que vous êtes les meilleurs.

Le projet GERRI est né du Grenelle de l'Environnement, en octobre 2007. Il a été confirmé par le conseil interministériel à l'Outre-mer et s'incarne aujourd'hui dans les projets d'énergies renouvelables et de mobilité durable les plus grands et les plus avancés de France. C'est formidable que cinq des 10 plus grandes fermes photovoltaïques de France se trouvent ici, à la Réunion, y compris la plus grande, 13,5 mégawatts.

D'ores et déjà, vous êtes moteur. Vous êtes en tête. Et à travers ce projet, la Réunion tire le meilleur parti des avantages naturels dont elle dispose : l'ensoleillement, les calories de la mer. Quand on sait que deux tiers de la planète c'est la mer, on devrait s'appeler la Mer plutôt que la Terre. Et c'est fantastique que l'on connaisse mieux la lune que les profondeurs de nos océans. Ici, tous les chercheurs peuvent travailler mieux qu'ailleurs sur les calories de la mer et les différences de température entre les grandes profondeurs à 5 degrés et la surface à 25 degrés. Votre caractère insulaire en fait le terrain idéal de déploiement du véhicule électrique.

J'étais très heureux d'être avec Monsieur PELATA. Heureux que Renault s'engage ici fortement sur le développement du véhicule électrique avec le Président d'EDF, Henri PROGLIO. Parce qu'évidemment, il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui achète l'énergie produite par les fermes photovoltaïques. Sur une île de la taille de La Réunion, la question de l'autonomie du véhicule électrique est moins déterminante. Le tour de l'île c'est 180 Km, je crois, en diagonale on est à 80 km. On est vraiment là, sur un territoire avec près d'un million d'habitants, un marché de 400 véhicules annuels, c'est-à-dire sur un territoire où on peut trouver les moyens de développer le marché de la voiture électrique.

J'ai voulu venir avec les plus grandes entreprises de France pour lancer ces expérimentations, pour mobiliser ces champions de notre industrie sur votre territoire et les encourager à faire de la Réunion une terre d'investissement et d'excellence. Je remercie encore une fois Henri PROGLIO d'EDF. Vous le savez, EDF est une très grande entreprise, à dimension mondiale. Et j'y attache beaucoup d'importance. Je n'oublie pas que l'Etat est le grand actionnaire d'EDF. Je trouve étrange que l'on puisse s'étonner qu'en tant que Président de la République, je me passionne pour la stratégie industrielle de notre pays. C'est justement parce qu'on ne s'y est pas intéressé que sur les 15 dernières années, la France a perdu 500.000 emplois industriels. La France ne sera pas un grand pays si elle n'a pas d'industries. Alors à quoi cela sert-il d'être propriétaire d'entreprises comme EDF si on ne s'y intéresse pas ? Si on ne lui donne pas les moyens de se développer et si on ne l'inscrit pas dans une stratégie industrielle. Je ne dis pas que c'est l'Etat qui doit tout décider. Pour une entreprise avoir un actionnaire qui est passionné par ce que fait l'entreprise dont il est actionnaire, c'est bien mieux que d'être un actionnaire dormant, qui ne sait même pas qui il désigne comme représentant au conseil d'administration et qui, une fois qu'il a désigné ses représentants, ne leur donne aucune consigne. Ce n'est pas ma vision de la stratégie économique et de la stratégie industrielle de notre pays.

Je remercie Patrick PELATA au nom de Renault d'être ici. Renault, on n'a pas 100%, mais enfin on a eu l'occasion de discuter et de se mettre d'accord. La voiture c'est 10% de la population active française. On a deux grands constructeurs mondiaux extraordinaires, Renault et PSA. Il est normal que, Président de la République, je souhaite que l'on exporte le plus de voitures possibles et qu'on continue à construire et à produire des automobiles en France, sur le territoire national. C'est pour cela que j'ai voulu la réforme de la taxe professionnelle. On ne peut pas demander aux industriels de Renault de continuer à produire en France si on ne les met pas dans la meilleure situation pour

continuer à le faire. Le jour où il n'y aura plus d'industries, il n'y aura plus d'emplois pour vos enfants, ici comme ailleurs.

Je voudrais également remercier Bernard HAYOT d'être venu personnellement signer, avec Général Electric et Total, le protocole de lancement du projet VERT. Je veux dire d'ailleurs combien je suis heureux que Général Electrics, qui est une grande entreprise, signe avec nous. Vous pouvez transmettre le message aux dirigeants de General Electrics : j'ai beaucoup apprécié et j'apprécie beaucoup la stratégie d'investissement de General Electrics en France et l'éthique de l'entreprise. Franchement, on n'a pas toujours eu d'aussi bonnes surprises avec des grandes entreprises américaines. Raison de plus pour leur rendre hommage quand il y a un comportement avec une éthique et des valeurs comme vous les avez eues dans notre pays. Merci d'avoir signé le protocole de lancement du projet vert du véhicule électrique à La Réunion

Je souhaite que tout aille désormais très vite. Je parle sous le contrôle des élus qui sont ici. Je sais parfaitement que, outre-mer, des promesses vous en avez eues. Mais je ne suis pas venu faire des promesses. Je suis venu annoncer des décisions, parce qu'on ne peut rien faire sans la confiance. Si je reviens une fois de plus en outre-mer, c'est parce que je souhaite que les décisions soient prises vite. On me dit parfois que je vais trop vite, sans doute. Mais convenez que c'est un changement. Parce que partout je vois des gens qui me disent, mon Dieu, on nous avait promis et cela ne suit pas. Vous savez, je ne me fais pas d'illusion non plus, toutes les lourdeurs, tous les conservatismes, tous les immobilismes existent encore. Si le Président de la République n'est pas décidé à agir et à agir vite, croyez-moi, d'autres prendront le temps.

Dès 2011, les premiers véhicules électriques sortiront des chaînes de Renault. La Réunion sera la première utilisatrice de masse de ces véhicules. Grâce au financement de l'emprunt national, mais aussi en mobilisant les centres commerciaux, les collectivités, les distributeurs d'électricité et de carburant, il faut lancer dès maintenant la construction d'une infrastructure de rechargement performante.

Je demande à Chantal JOUANNO et au préfet à qui je veux rendre hommage, de coordonner activement les efforts et l'appui des financements nationaux. La Réunion sera le laboratoire grandeur nature de la mobilité du XXIème siècle, propre, silencieuse et durable. Et je reviendrai pour inaugurer tous ces équipements.

Le projet GERRI est également l'occasion pour la Réunion de prendre une véritable avance technologique, je le dis sans exagération, avec le pôle de compétitivité Qualitropic, dont j'ai souhaité favoriser la création et qui a franchi avec succès, je vous en félicite, l'évaluation de 2008. La Réunion a démontré qu'elle avait des forces de recherche de très haut niveau. Depuis la création du pôle, 12 projets financés pour 10,3 M€, c'est un résultat remarquable.

Aujourd'hui, avec GERRI, La Réunion va se doter de démonstrateurs technologiques sans équivalent dans le monde. Grâce à DCNS, et je remercie Patrick BOISSIER d'être ici aujourd'hui, vous allez produire de l'énergie grâce à la simple différence de température entre le fond et la surface de la mer. C'est une première mondiale à la Réunion qui représente une révolution technologique potentiellement majeure.

Grâce au projet SWAC, vous allez climatiser les bâtiments par l'eau de mer des profondeurs. Je sais aussi que les réseaux intelligents sont chers à Henri PROGLIO. Intelligents, les réseaux doivent l'être pour intégrer à chaque instant la production de milliers de sources d'énergies renouvelables qui changent à chaque nuage et au moindre souffle. La Réunion, avec un taux d'énergies renouvelables sans équivalent dans notre pays, est la terre d'expérimentation parfaite de ces nouvelles technologies. Chacun de ces grands démonstrateurs entre dans les priorités d'investissement de l'emprunt national et nous le mobiliserons donc ici, à la Réunion. 40% d'autonomie énergétique, c'est bien. Je vous rappelle que je vous ai fixé l'objectif de 100% à horizon de 2030.

Nous devons trouver les solutions pragmatiques qui, transposées à l'échelle nationale, nous permettront de respecter nos engagements de production d'énergies renouvelables. Je pense par exemple au raccordement au réseau des installations de production, qui doit aller plus vite, avec moins de pesanteurs administratives. Je demande à Chantal JOUANNO et Marie-Luce PENCHARD d'y veiller et de proposer le cas échéant, en lien avec le gestionnaire du réseau, un dispositif pilote. S'il faut aller plus vite parce que tout le monde ne comprend pas, alors trouvons un système pilote.

Je veux enfin profiter de cette rencontre pour faire le point sur quelques dossiers clés du développement de l'île. La stratégie reste la même que celle que j'avais tracée ici, au sud de La Réunion, en septembre 2005. **La Réunion doit exploiter davantage le formidable dynamisme de son environnement régional, l'Asie, le Golfe Persique, l'Afrique ; profiter de l'incroyable écrasement des distances que permet la révolution numérique.** Et de ce point de vue, j'ai bien reçu votre message. Je sais qu'un certain nombre d'entre vous sont passionnés par cette question. Vous ne serez pas en retard et je veillerai à ce qu'il y ait plus de concurrence pour la révolution numérique, la question des câbles, de façon à ce que les prix baissent, de façon à ce qu'il n'y ait pas de désavantages pour les consommateurs de La Réunion. Il faut rechercher la voie des qualifications et de la valeur ajoutée pour construire un positionnement complémentaire et original.

Le désenclavement numérique est un sujet central. J'ai demandé à Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET de venir à La Réunion dans les semaines qui viennent pour parler de cela avec vous.

**Avec le grand emprunt, nous lançons le déploiement du très haut débit sur le territoire national. La Réunion ne fera pas exception.** Elle prendra même de l'avance, car le numérique est une occasion exceptionnelle de compenser votre éloignement physique. Les prix de connexion ont baissé depuis 2006 sur le câble sous-marin, tous peuvent accéder à un Internet de meilleure qualité. Mais il faut continuer dans cette voie. Il y a des projets de raccordement à un deuxième câble mondial, le câble EASSY. Je soutiens cette ambition : avec une deuxième connexion, La Réunion aura un accès à Internet plus fluide, plus concurrentiel et surtout plus sûr. Je serai très vigilant sur les prix que vous paierez à La Réunion s'agissant du numérique.

Je veux que l'on travaille également sur **les liaisons aéroportuaires régionales.** Je salue l'esprit d'initiative d'**Air Austral** qui a démultiplié les liaisons, ouvert une voie vers l'Australie, et qui va faire atterrir l'A380, cette merveille de notre industrie, ici à La Réunion.

Mais il faut aller plus loin. Il faut avancer rapidement sur le changement de statut de l'aéroport, pour en faire une société, dont l'État, la CCI et les collectivités seront actionnaires, comme pour les grandes plates-formes de métropole. Avec cet outil réformé, il faudra mener une stratégie d'ouverture déterminée vers les grands hubs tout proches qui sont une porte sur le monde, je pense en particulier à nos amis du Golfe persique. C'est un lien vital avec les marchés émergents les plus dynamiques du monde, des marchés avec lesquels La Réunion a des affinités évidentes. **La Réunion est née de sa place sur la route maritime des Indes, de sa place sur la route qui mène de l'Europe à l'Asie, via l'Afrique. Il faut qu'elle reprenne toute sa place sur cette grande route. C'est stratégique pour la France.**

Il faut également une stratégie beaucoup plus volontariste d'organisation d'une filière touristique ambitieuse. Je ne comprends pas les réserves sur le sujet. **Chacun le sait, avec 20.000 touristes par an, l'île de La Réunion est loin d'exploiter son prodigieux potentiel en la matière. Ce secteur est un formidable pourvoyeur d'emploi et d'investissements pour une jeunesse réunionnaise** qui est de plus en plus nombreuse. Je ne peux qu'inviter l'ensemble des responsables de l'île à mobiliser en ce sens tous les acteurs concernés. La Réunion n'a rien à craindre du développement du tourisme. J'ai demandé aux ministres en charge des Transports et du Tourisme de lancer une mission d'expertise pour étudier les conditions dans lesquelles nous pourrions faire de l'aéroport de Pierrefonds un aéroport régional, pivot de produits combinant plusieurs destinations touristiques de l'océan indien, dont l'île de La Réunion. Quand je vois ce que font vos voisins de l'île Maurice et des Seychelles, cela

me fait vraiment mal au cœur de constater que La Réunion, qui n'a rien à envier à ses voisins, ne se trouve pas systématiquement dans les grands circuits touristiques.

**La Réunion doit enfin tenir son rang historique dans l'ambition maritime de la France.** Notre pays, deuxième domaine maritime mondial, vient de se doter d'une stratégie ambitieuse, consignée dans un livre bleu. L'enjeu est le développement **des métiers de la mer**, des ressources maritimes, des énergies marines, mais aussi une stratégie de redressement de notre outil portuaire.

Dès 2005, je m'en souviens très bien, j'avais souhaité une nouvelle ambition pour le port de La Réunion, l'ambition de devenir une plate-forme régionale de services, appuyée sur une technologie des équipements modernisés. Il y a eu des progrès : les nouveaux terminaux sont en construction. Leur capacité d'accueil va doubler et, bien sûr, la base de cette infrastructure, il faut développer le service, faire venir des investisseurs et, mes chers amis, passer à la vitesse supérieure. Il est fondamental que nous réussissions tous ensemble la réforme des ports ultramarins comme nous avons réussi la réforme des ports de la métropole.

Quand je suis devenu Président de la République, le nombre de containers transportés dans le monde augmentait et le nombre de containers déchargés en métropole diminuait. Il y a peut-être un petit problème. Il fallait réformer les ports. Il faut également réformer les ports ultramarins. Un chef de projet a été nommé, il y a quelques semaines, par Dominique BUSSEREAU, qui travaille activement sur ce sujet avec Marie-Luce PENCHARD. **La France doit avoir, ici à La Réunion, le grand port de l'océan indien, au cœur des flux commerciaux entre l'Afrique et l'Inde. C'est un enjeu majeur.**

\*

Mesdames et Messieurs, vous l'avez compris, je crois à l'avenir de La Réunion. Je sais que ma responsabilité est lourde à l'endroit de tous les ultramarins. Je souhaite le développement économique pour vos territoires. Je n'accepte pas qu'on oppose le développement économique et l'ambition sociale. Mais qu'en sera-t-il de l'ambition sociale s'il n'y a pas de développement économique endogène ? Le but pour vos enfants c'est qu'ils aient un emploi, une formation. L'enjeu de la formation est majeur. Je l'ai dit ce matin à la ministre de l'Outre-mer. Je demanderai au ministre de l'Education nationale de venir ici pour voir si on ne peut pas travailler sur l'attribution de la compétence à votre territoire pour les questions liées au collège.

Je sais bien qu'on m'a fait, parfois, un vilain procès sur le RMI ici. C'est tellement facile de dire cela. Chacun voit bien qu'on vous avait menti. Chacun voit bien que c'était un mensonge. Je veux pour vous la lutte contre la pauvreté, le recul de l'illettrisme, une formation pour vos enfants, notamment l'université de médecine, des emplois avec une économie réunionnaise qui aurait plusieurs secteurs et pas un seul dans ce contexte extraordinaire qui est le vôtre. C'est parce que je crois en l'Outre-mer, parce que j'aime l'outre-mer que j'ai ce niveau d'exigence pour l'excellence de La Réunion.

Je reviendrai autant de fois qu'il le faut pour convaincre. Ici, c'est la France. Ici, c'est la République et vous devez avoir les mêmes chances que les autres. Voilà le message que je voulais porter devant vous. Je suivrai personnellement, comme je le fais depuis des années, tous les dossiers et tous les projets de La Réunion. Parce que la République doit tenir ici ses promesses. Les droits et les devoirs, le développement économique et la solidarité, les deux, mais le jour où il n'y a pas d'économie ici, qu'en deviendra-t-il de la solidarité ? Qui la financera ? Et quelle sera la fragilité l'île ?

Voilà, j'espère que vous avez compris que, pour moi, venir ici, c'est venir en ami. J'étais tellement pressé de venir ici que mon avion s'est posé avec 50 minutes d'avance. La vérité, c'est qu'il faisait tellement chaud à Mayotte et il y avait tellement de monde que je ne voulais pas faire attendre les gens sous le soleil simplement parce qu'il y avait un horaire.

Vraiment, je vous demande de me faire confiance. Je crois dans votre développement. Je crois dans la richesse de ce territoire et dans la qualité de la population de ce territoire. Vous savez, ma conviction est faite depuis bien longtemps, ce n'est pas simplement vous qui avez besoin de la métropole, c'est la

métropole qui a besoin de vous. Et tant que je serai Président de la République, cette réalité-là, je la défendrai. Cela ne veut pas dire qu'il faut être complaisant. Cela ne veut pas dire qu'ici on a tous les droits. Cela ne veut pas dire que tout va bien et notamment en termes d'ordre public, je souhaite qu'on respecte les droits ici, comme je l'ai dit aussi à Mayotte. Mais vous avez tellement de potentiel que le rôle de la République, c'est de vous aider à valoriser ce potentiel.

Si je suis ici, c'est vraiment pour le faire. Je reviendrai par ce que je sais trop les immobilismes, les pesanteurs et parfois les conservatismes de certaines administrations. Il faut donner un petit coup de main, quand un Président de la République arrive comme par hasard, ce qui était bloqué se débloque. Puis il faut aider les représentants de l'Etat sur le territoire. Je crois que c'est très important de faire les choix. Je suis vraiment heureux que ce projet GERRI se développe et que les Présidents-Directeurs-Généraux des grandes entreprises aient compris qu'ici ce n'est pas de l'exotisme, c'est de l'excellence. Voilà.

Je suis très heureux. Je le dis au regard notamment des bouquets de fleurs à mon arrivée. Je suis très heureux mais derrière cette carte postale, il y a l'excellence, il y a des chercheurs, des ingénieurs, des espérances pour vous. Vous voyez, je ne veux pas qu'on réduise l'Outre-mer aux côtés images, j'allais dire d'Epinal, traditionnelles. Je veux qu'on mette en valeur la qualité de votre main d'œuvre, la qualité de vos projets puis l'ambition qui est la vôtre pour cette île que vous aimez et que j'aime comme vous. Je sais parfaitement que mon devoir c'est d'être très attentif aux demandes de l'Outre-mer et au sein de l'Outre-mer, bien entendu, de La Réunion.

Merci à tous.